

Janine Ponty
Historienne
Professeur des Universités

Polonophilie, polonophobie en France (XIXe-XXe siècles)

Les propos qui suivent sont en partie extraits d'un ouvrage en cours de rédaction lors de la 26^e Université de la Communauté franco-polonaise et publié depuis, à savoir :

Janine PONTY, *Les Polonais en France, de Louis XV à nos jours*, Editions du Rocher, 2008, 204 pages.

Même si des soldats polonais s'étaient déjà illustrés au cours des guerres napoléoniennes et si cette période a joué dans l'imaginaire polonais un rôle considérable, du point de vue français le mythe polonophile remonte à 1830, lié à l'insurrection varsovienne contre l'autorité du tsar. Certes, l'armée de Louis-Philippe n'intervient pas pour aider les insurgés, mais des pans entiers de la société se passionnent et s'activent en faveur de la cause polonaise. Ce sont d'une part des catholiques libéraux comme Montalembert et Lamennais, de l'autre des opposants républicains comme Michelet ou Victor Hugo. Casimir Delavigne compose un hymne, *La Varsovienne*, dont les paroles traduites en polonais figurent encore aujourd'hui sur les murs de la Barbacane, près des rives de la Vistule. De cette époque datent les images convenues, sans cesse répétées lors des discours officiels : la France et la Pologne seraient deux sœurs, voire deux cousines ; Français et Polonais se ressembleraient ; les deux pays ne sont

jamais entrés en guerre l'un contre l'autre, etc. Ce dernier point est exact mais ne signifie pas que les relations diplomatiques aient toujours été au beau fixe.

Il est vrai que si, en 1832, Frédéric Chopin arrive à Paris après sept mois passés à Vienne, c'est qu'il n'ignore rien des sentiments polonophiles qui animent les Parisiens, tandis que les Autrichiens, alliés du tsar, n'ont pas réservé au compositeur l'accueil qu'il espérait. Cette phase d'exaltation romantique en faveur des réfugiés polonais va durer près de quarante ans, ce qui est considérable. Et quiconque veut, de nos jours, affirmer les liens privilégiés unissant les deux nations, puise ses exemples entre 1830 et les années 1860 : l'hôtel Lambert, la *Biblioteka Polska*, l'église de l'Assomption, l'école des Batignolles, la chaire offerte à Adam Mickiewicz au Collège de France. Tout ceci est exact, mais ne concerne que le haut de l'échelle sociale, soit quelques centaines de Polonais. Les autres, plusieurs milliers de civils et de militaires, n'ont pas droit à ces égards. Bien au contraire. Une loi adoptée en 1832 leur assigne l'obligation de résider dans telle ou telle ville de province, en général fort éloignée de la frontière. Isolés, désargentés, ils peinent à survivre en exerçant des métiers auxquels rien ne les destinait : au mieux précepteurs d'enfants de familles aisées, au pire ouvriers agricoles. Or l'éloignement forcé des anonymes est le plus souvent passé sous silence dans les récits, car il nuit à l'image que les officiels des deux bords entendent produire. Le rappeler n'enlève rien au fait que Paris fut, sur le plan politique et culturel, un havre pour la Pologne déchirée, mais montre déjà le fossé qui sépare le mythe de la réalité dans sa complexité.

A première vue, l'insurrection de 1863 se présente comme une répétition de la précédente : aucune intervention armée de la part de Napoléon III, par contre des opposants au régime impérial fascinés par l'héroïsme des révoltés polonais. Les premiers mois, *La Revue des Deux Mondes* publie de longs articles

en leur faveur et *Le Charivari* présente des caricatures montrant un David terrassant un nouveau Goliath. Des pétitions venues des quatre coins de la province supplient l'empereur de voler au secours des vaillants combattants. En 1867, un jeune avocat républicain nommé Charles Floquet, ulcéré de l'accueil officiel fait au tsar Alexandre II à l'occasion de l'exposition universelle, s'approche et lui crie « Vive la Pologne, Monsieur ! » ; un républicain ne saurait s'abaisser à dire « Sire » ou « Votre Majesté ». Pourtant, les insurgés écrasés qui prennent le chemin de la France n'y reçoivent pas le même accueil enthousiaste que leurs aînés des années 1830. A cela, deux raisons : parmi eux, il n'est pas de famille aristocratique aussi prestigieuse que celle des princes Czartoryski ; et puis certains ont fréquenté les universités russes et y ont connu de jeunes étudiants révolutionnaires dont ils ont épousé les idéaux. Ces « rouges » comme on les nomme, font peur. Quelques années après, des Polonais s'engagent aux côtés des communards. Et c'est un ancien de 1863, Jaroslaw Dombrowski, que Louis Rossel, délégué à la guerre, nomme commandant en chef des troupes parisiennes. Il succombe au cours des combats de la Semaine sanglante. Ses compagnons emportent le corps à travers Paris comme en un cortège funèbre : « Les fédérés qui allaient mourir vinrent saluer le brave qui était mort » écrira plus tard Louise Michel, admirative. L'opinion publique se retourne instantanément. La haine attachée à tout ce qui touche à la révolution parisienne rejaillit sur l'ensemble des Polonais : « Après la défaite des communards, le fait d'être Polonais suffisait à la soldatesque versaillaise pour se faire fusiller » dira Ladislas Mickiewicz, le fils du poète. Il ne reste rien du mythe polonophile d'antan. Il faudra attendre 1917 pour qu'il renaisse de ses cendres.

Sous la III^e République, l'Etat ne fait pas preuve d'une hostilité particulière. Parlons plutôt d'indifférence à l'égard de la cause polonaise. Si le mauvais souvenir laissé par les communards s'estompe peu à peu, un autre obstacle survient quand la France, en 1892, signe une alliance militaire avec le

tsar Alexandre III. Ceci lui permet de rompre l'isolement diplomatique dans lequel elle se trouvait et éloigne la menace que représente la Triplice (Allemagne, Autriche-Hongrie, Italie) dirigée contre elle. Aussitôt, l'opinion publique s'enthousiasme pour ce qui vient de la lointaine Russie : les marins russes qui débarquent à Toulon et que la foule ovationne, les danseurs russes qui bientôt s'imposeront sur la scène de l'Opéra, la musique classique russe et jusqu'à cette crème franco-russe dont une publicité vante la qualité en ces termes : « La crème franco-russe au dessert, c'est un régal qu'on sert ». De cette russomania, les Polonais font les frais : soutenir leurs revendications reviendrait à déplaire à l'impérial allié. Il n'en est pas question. Par ignorance ou par négligence, des journalistes opèrent de curieux glissements : Varsovie serait une ville russe, Maria Sklodowska, une étudiante russe.

Parlons d'elle justement. Marie Curie n'a pas toujours été aussi populaire qu'elle l'est à présent. Longtemps, on associa son nom à celui de Pierre, laissant entendre qu'une femme ne pouvait qu'avoir « aidé » son époux. Il y eut pire. Cinq ans après le décès accidentel du savant, éclate le scandale de sa liaison avec Paul Langevin. Une campagne de presse se déchaîne. Le 10 janvier 1911, *L'Intransigeant* ouvre les hostilités : elle serait venue à Paris pour se faire épouser par Pierre Curie auquel reviendrait tout le mérite de la découverte du radium : une étrangère ! Le 4 novembre suivant *Le Journal*, quotidien populaire à très gros tirage (750 000 exemplaires), reprend le thème en des propos grinçants : « Le radium qui rayonne si mystérieusement sur tout ce qui l'environne nous réservait une surprise. Il vient d'allumer un incendie dans le coeur des savants qui étudient son action ». Le 5 novembre, *Le Petit Journal*, qui a longtemps dépassé le million d'exemplaires et revendique encore un tirage 850 000 chaque jour, titre à la « une » : « Un roman dans un laboratoire : l'aventure de Madame Curie et de Monsieur Langevin ». *La Libre Parole*, organe du nationaliste Edouard Drumont s'interroge : « Madame Curie restera-t-

elle professeur à la Sorbonne ? Les élèves et leurs familles ont le droit d'exiger du professeur la respectabilité. ». Des pierres sont lancées contre les vitres de sa maison. Un cri fuse : « Dehors, l'étrangère ! » Le 23 novembre, *L'Oeuvre* de Gustave Théry publie « La vérité sur le scandale Curie » : « On frémit en songeant que si cette fatale étudiante n'était pas venue de Pologne tout exprès pour assister à la découverte du radium, il n'y aurait plus de science française. » La presse antisémite évoque l'invasion des métèques dans les laboratoires de la Sorbonne et insinue que cette femme indigne serait une Juive. En fait, ni juive, ni étrangère. La loi de 1889 qui régit la nationalité française précise que « la femme suit la condition de son époux », c'est-à-dire que Marie est devenue française en épousant un Français, et ceci seize ans avant toutes ces accusations. Il n'y a pas que la grande presse qui s'acharne contre elle : le doyen de la faculté des sciences lui conseille, « pour son bien » de retourner à Varsovie. Cette aventure et la campagne haineuse de 1911 ont été longtemps passées sous silence par les biographes de Marie Curie, en premier lieu par sa fille cadette Eve qui, en 1938, lui consacra un ouvrage intitulé *Madame Curie*. A l'inverse, Françoise Giroud dans *Une femme honorable*, publié en 1981, développe largement l'épisode. Les temps ont changé : on ne pense plus aujourd'hui qu'une jeune veuve soit condamnée à mener une vie de recluse. Quand survient la guerre de 1914, Marie Curie, opiniâtre, décide de se consacrer aux soldats blessés sur le front. Elle équipe en appareils radiographiques une vingtaine de voitures automobiles surnommées les « petites Curie », en conduit une elle-même et en confie une autre à sa fille aînée Irène. Les radios réalisées sur place aussitôt après les combats ont sauvé la vie d'un certain nombre de militaires et Madame Curie devient une héroïne. Le reste disparaît de la conscience collective.

L'année 1917 ouvre un nouveau chapitre dans l'histoire des relations franco-polonaises. Dès que chutent les Romanov, la France est libérée de ses

obligations nées du traité d'alliance. Clemenceau peut écouter avec sympathie les revendications du Comité national polonais créé à Paris par Roman Dmowski, d'autant qu'elles correspondent à son projet d'établissement d'un cordon sanitaire puissant entre la France et le pays des Soviets. Jusqu'aux accords de Locarno en 1925, les Français ont de la Pologne une opinion majoritairement favorable. Une enquête effectuée cette année-là par le journaliste Casimir Smogorzewski auprès de députés, de sénateurs, de ministres, de personnalités diverses, met en relief cette sympathie. D'autant que son auteur a évité d'interroger des élus communistes, lesquels auraient répondu qu'ils détestaient « la hideuse Pologne blanche ». Mais le reste de l'échiquier politique, unanime, vante ses qualités. « La Pologne ressuscitée est un peu notre enfant », affirme André François-Poncet. Un radical comme Edouard Herriot, un homme de droite comme Louis Marin se déclarent l'un et l'autre « ami sincère de la Pologne ». Est-ce si sûr ? Ce pays n'est plus une nation martyre et les exigences de ses dirigeants commencent à irriter les diplomates français. Il existe une incompatibilité entre le rapprochement franco-allemand qu'amorce Locarno et l'appui inconditionnel à son voisin de l'est.

Les réactions face au retour au pouvoir de Pilsudski l'année suivante montrent la fragilité des déclarations d'amitié. Entre le maréchal Pilsudski et le quai d'Orsay, règne un grand malentendu. Sa volonté de grandeur, sa passion patriotique exclusive sont perçues comme autant de preuves d'une hostilité particulière à l'égard de la France. Et l'image négative élaborée au sommet de l'Etat se diffuse largement dans l'opinion : Pilsudski serait un dictateur, un fasciste, un dirigeant pro-allemand et un antisémite. (les manuels scolaires français ont véhiculé ces clichés jusqu'aux années 1970). En outre, l'arrivée massive d'ouvriers polonais recrutés sur contrat, employés au fond des mines ou dans l'agriculture, provoque des réactions de rejet plus ou moins larvées de la

part des populations locales. Rejet qui s'intensifie à partir de 1931 quand éclate la crise économique : « Tu manges notre pain », « Va-t-en en Pologne ».

Pendant le demi-siècle de domination communiste, la Pologne est, en France, oubliée, ignorée. Que par trois fois, elle ait sauvé l'Occident (au XVIIIe siècle grâce à Jean Sobieski, en 1920 avec le « miracle de la Vistule » et l'été 1944 en retardant par l'insurrection de Varsovie l'avancée de l'armée rouge), personne ne paraît se souvenir. Seul moment de grâce : l'épisode de Solidarnosc pendant lequel la France s'engage avec ferveur aux côtés des ouvriers polonais en lutte. Non pas la France entière, mais deux milieux qui ne sont pas sans rappeler ceux qui s'étaient mobilisés en faveur de la Grande Emigration : les catholiques pratiquants et la gauche non communiste (syndicats CFDT, FO).

Passé 1989, le Français moyen n'éprouve guère d'indulgence pour un pays qui peine à trouver ses marques dans la vie démocratique. L'épisode du plombier polonais est révélateur de la méfiance qu'inspirent les voisins en période de récession économique. Mais pourquoi fallait-il justement que ce voisin tant redouté fût un Polonais plutôt qu'un Tchèque ou un Hongrois ?

